

Élections municipales à Nice
LES 15 ET 22 MARS 2020

VIVA!

DÉMOCRATIE
ÉCOLOGIE
SOLIDARITÉ

PROGRAMME

DÉMOCRATIE ET BIEN VIVRE ENSEMBLE

À l'heure de la crise de la représentation, construire une démocratie active, c'est-à-dire une articulation de la démocratie représentative et d'une démocratie directe est devenu évident. Il faut donc à la fois mettre en place les outils d'une démocratie directe et réformer radicalement la démocratie représentative, les deux objectifs étant complémentaires. À la base de cette démocratie active et du pouvoir citoyen, il y a les assemblées populaires dans chaque quartier, ouvertes à toutes et à tous, vivant ou travaillant dans le quartier.

A/ LE BILAN D'ESTROSI

Un double mouvement marque le bilan de Christian Estrosi ; une dérive sécuritaire sans limite et une concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul.

La dérive sécuritaire

Le contexte niçois est marqué par le souvenir vivace du drame du 14 juillet 2016 et une dérive sécuritaire ancienne et continue, visant à faire de Nice le laboratoire de la suspicion et de la surveillance généralisée. Les moyens mis en place par Christian Estrosi sont démentiels : 550 postes de policiers municipaux ouverts, 206 ASVP. Sur les caméras de vidéosurveillance, c'est l'inflation : de 220 caméras en 2007, nous sommes passés à 949 en 2014 et 2 666 caméras au 15 mai 2019. Un dispositif qui mobilise cent fonctionnaires pour le centre de supervision urbaine. C'est une véritable obsession chez Christian Estrosi, une fuite en avant dans le tout-sécuritaire. Après Reporty (système de délation généralisée), après les policiers dans les écoles, après les portiques

dans les gares, après la vidéosurveillance générale, après la police municipale la plus nombreuse de France, après la reconnaissance faciale dans un lycée, après le système de reconnaissance des émotions dans le tramway, après l'achat de nouveau LBD pour la police municipale, voilà la reconnaissance faciale dans l'espace public. Tous ces dispositifs n'auraient servi à rien lors de l'attentat du 14 juillet 2016. « L'enfer est pavé de bonnes intentions ». De ce point de vue-là, Christian Estrosi est en train d'œuvrer à la mise en place d'un enfer technologique totalitaire... Coûteuse, avec la logique sécuritaire de Christian Estrosi, ce sont aussi les libertés fondamentales de toutes et de tous qui sont menacées. Cette dérive sécuritaire s'accompagne de la stigmatisation d'une partie de la population. De la chasse aux pauvres à la stigmatisation de certains quartiers en passant par la tentation de limiter le droit de manifester, Christian Estrosi rêve d'une ville aseptisée qui se transformerait en parc d'attraction pour touristes fortunés. Cette ville, c'est notre ville. Nous voulons pouvoir y vivre tous ensemble. C'est le sens de nos propositions.

La concentration des pouvoirs

Aujourd'hui, après des décennies de régression, notre démocratie va mal. De moins en moins représentative, marquée par une hausse de l'abstention, de plus en plus éloignée des préoccupations du plus grand nombre, avec une défiance croissante - mais hélas souvent justifiée - envers les élus et les partis politiques. Surtout quand trop souvent rien, ou presque, ne les distingue les uns des autres. De la commune à l'Europe, au fil des décennies, tout a été mis en œuvre pour déposséder citoyennes et citoyens de leur pouvoir de décision : pouvoir accru des organisations ne répondant à aucun mandat populaire et sur lesquelles les peuples ne peuvent exercer aucun contrôle (Organisation Mondiale du Commerce, Fonds Monétaire International, Commission Européenne, etc.), choix économiques imposés par des traités adoptés sans débat public... Investies d'un rôle singulier dans le dispositif démocratique (premier échelon administratif, proximité des élus, visibilité immédiate des politiques menées), les communes sont rapidement devenues l'une des cibles de ce processus de dépossession de la démocratie. Cette logique de dépossession du pouvoir des citoyens se traduit par des transferts successifs de compétence de la commune à la Métropole. Et la plupart des décisions de la Métropole se prennent dans le huis-clos du Bureau Métropolitain. Depuis près de dix ans, la mise en place de la métropole a conforté la tentation d'Estrosi de décider de tout, et tout seul. Cette façon de faire, caractérisée par l'absence totale de démocratie dans l'élaboration des choix, se traduit par un surcoût vertigineux, imposé aux habitant·es de la ville de Nice. L'exemple le plus caractéristique, c'est le premier choix du tracé souterrain de la ligne 2 du tramway, qui en fait sans doute

le tramway le plus cher au monde au kilomètre. Aujourd'hui s'affrontent deux conceptions de la démocratie : la conception Macron et de son gouvernement qui organisent le recul de la démocratie et considèrent que ce qu'il en reste doit être soumis aux marchés financiers et confisqué par des experts. Ainsi, les lois successives votées par l'UMP en 2010, puis par le PS et EELV en 2013 créant des entités globales, comme la métropole Nice-Côte d'Azur, participent de cette démarche. Avec la mise en place d'immenses machines technocratiques et sans visage, uniquement vouées aux exigences des marchés financiers et des grands groupes comme Vinci, Bouygues et bien d'autres. À l'inverse, notre conception de la démocratie part du principe que nous constituons une communauté de destin. Elle est axée sur le citoyen, avec la volonté de lui rendre du pouvoir. C'est le sens de nos propositions pour une démocratie active.

B/ UNE COMMUNAUTÉ DE DESTIN

Les Niçoises et les Niçois constituent une communauté de destin. Les Niçoises et les Niçois, c'est l'ensemble de la population qui vit à Nice, quelle que soit leur nationalité, leur origine. Il n'existe pas d'ethnie niçoise. Mais il existe une histoire, une culture, une langue et un patrimoine : nous y sommes attaché·es. Nous sommes une communauté de destin, ouverte au monde et opposée à toute fermeture identitaire ou toute nostalgie. C'est dans cet esprit que, contre l'uniformisation culturelle et linguistique, nous défendons le patrimoine de Nice qui ne peut que s'enrichir de l'apport des autres : c'est ce que nous enseigne toute l'histoire de notre ville !

Ambition :

Faire cesser la dérive sécuritaire dans laquelle est engagé Christian Estrosi et la stigmatisation quasi-permanente d'une partie de la population. Cette stigmatisation est un obstacle majeur au « bien vivre ensemble ».

Nos propositions :

- **Mettre en pratique la citoyenneté de résidence.** Dans la démocratie active que nous préconisons, nous appliquerons le principe de la citoyenneté de résidence : les Niçoises et les Niçois à partir de 16 ans sont considéré·es comme une communauté de destin, quelle que soit leur nationalité et leur origine, et pourront participer toutes et tous à la vie de leur cité.
- **Pour une alternative à la dérive sécuritaire et à la délation.** Safe city/vidéosurveillance/ « voisins vigilants », Nice est le laboratoire de tous les dispositifs sécuritaires. Nous opposons à cela le « bien vivre ensemble », avec

la mise en place de la démocratie active et une vie sociale, associative et culturelle revivifiée dans les quartiers, la reconversion de la police municipale, son désarmement, une nouvelle formation et sa présence renforcée nuit et jour, dans un esprit de dialogue et de prévention. Nous proposons un moratoire immédiat sur la vidéo-surveillance, ouvrant un débat public sur son usage et une expertise indépendante. Dans un tel débat public, nous proposerons la suppression de la vidéo-surveillance et une politique alternative de sûreté publique basée, entre autres, sur le renforcement de la présence humaine dans tous les quartiers.

• **La lutte contre les toutes discriminations et tous les racismes, et l'égalité des droits.** La ville relèvera ce défi en engageant une campagne volontariste et offensive chaque année sur ce thème. Cette campagne sera organisée de manière concertée avec toutes les associations antiracistes locales, les collectifs et associations pour les droits des femmes existant à l'échelle locale, les associations LGBTI locales, dans le respect de leur indépendance.

• **Faire de Nice une ville hospitalière.** Pour que chacun·e, résident·e ou nouvel·le arrivant·e puisse trouver l'accueil nécessaire, nous mettrons en place dans chaque quartier une « Maison de Quartier » et une « Maison de Santé », lieux où chacun et chacune pourra trouver les informations et les conseils nécessaires : santé, logements, aides sociales, droits sociaux, juridiques, actions culturelles, sportives, etc. Nous assurerons l'hébergement d'urgence de toutes celles et de tous ceux privés de logement. Aujourd'hui, les lieux d'hébergements ont une capacité d'accueil tout à fait insuffisante qui doit être doublée pour les hommes et triplée pour les femmes. Pour les familles, ces lieux sont à créer, de même que pour les exilé·es arrivant sur Nice. Nous supprimerons les arrêtés destinés à chasser du centre-ville tous les jugé·es « indésirables » inadapté·es aux normes touristiques du paysage... Nous veillerons à un large accès à l'eau potable pour toutes et tous, y compris les animaux. Nous installerons un dispositif urbain à disposition de toutes et tous : bancs sans entraves, dans la ville et devant chaque arrêt de bus, toilettes publiques, douches, lieux de change pour bébés, accessibles aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Nous veillerons à ce que les personnes en situation de handicap puissent circuler librement et accéder sans difficulté à tous les lieux publics. Grâce à ces mesures, le principe de Fraternité prendra tout son sens dans notre ville.

C/ LES OÙTILS POUR METTRE EN PLACE UNE DÉMOCRATIE ACTIVE

• **Mise en place de véritables conseils de quartier citoyen.** Les actuels conseils de quartier, pâle déclinaison de la loi Vaillant (2002), sont des coquilles vides, leur composition est tronquée et ils n'ont aucun pouvoir. Il s'agit de repenser leur composition, paritaire et ouverte aux jeunes à partir de 16 ans, à la population du quartier indépendamment de la nationalité et de l'origine, avec un collège majoritaire tiré au sort, un collège minoritaire associatif du quartier et un collège d'élus minoritaire et sans droit de vote (pour éviter toute pression sur le conseil de quartier citoyen). Il ne s'agit pas de leur faire jouer un rôle consultatif, mais bien de les doter d'un pouvoir de décision (cf. point suivant sur le budget participatif) et de saisine du conseil municipal, et d'un fonctionnement autogéré et collégial (équipe d'animation renouvelée chaque année au lieu de la désignation, comme aujourd'hui, d'un président par le maire). Toutes les réunions des conseils de quartier citoyen seront annoncées à l'avance et seront ouvertes au public.

• **Instauration d'un budget participatif décidé par les habitants.** Le budget participatif est à la fois un processus et un outil, à l'échelle de la ville, pour que les habitant·es puissent décider de la répartition du budget et des ressources, et donc des politiques publiques de leur ville. Ce sont les habitant·es qui élaborent le budget de la ville, le conseil municipal votant ainsi le budget élaboré en amont par la population. Cette élaboration se fait dans un Conseil du budget participatif (composé de délégué·es tiré·es au sort et à parité issu·es des conseils de quartier citoyens réunis dans un Forum du budget participatif), dans un dialogue avec le conseil municipal et les services financiers de la ville, mais en toute indépendance. Celles et ceux qui, tiré·es au sort au sein des conseils de quartier citoyens, participent à ce processus bénéficient d'une formation au budget participatif organisée par la commune. Le processus du budget participatif se déroule sur plusieurs mois, en plusieurs cycles de plusieurs semaines identiques chaque année :

- **Premier cycle :** présentation des réalisations du budget en cours et mise en place du Forum du budget participatif avec des délégué·es issu·es de tous les conseils de quartier citoyens.

- **Second cycle :** réunions des quartiers pour recenser les besoins prioritaires.

- **Troisième cycle :** présentation des grandes lignes budgétaires faite par la mairie, incluant prévisions des dépenses et des recettes ; mise en place d'un Conseil du budget participatif avec des membres désignés des conseils

de quartier citoyens et de conseils thématiques* (en lien avec les assises de la ville) qui suivent une formation au budget participatif.

- **Quatrième cycle** : élaboration par le conseil du budget participatif d'un projet de budget pour la ville, dans un dialogue avec le conseil municipal, et mise en place d'un mécanisme de classement des demandes à l'exclusion de celles concernant son propre quartier, pour éviter le risque de la logique « corporatiste » favorisant son propre quartier.

- **Cinquième cycle** : mise à l'étude du conseil municipal du projet du conseil du budget participatif et prolongation de la formation des membres du conseil du budget participatif.

- **Dernier cycle** : vote du budget par le conseil municipal et retour à un dialogue avec la population via le Forum du budget participatif.

**culture, santé, transports, aménagement et environnement, enfance/éducation.*

• **Organiser chaque année des Assises de la ville.** Ouvertes à toutes et tous, elles se tiendront chaque année dans un quartier différent, auront comme objectif d'évaluer les politiques publiques de la commune et joueront le rôle de contrôle citoyen. Les conseils de quartier citoyens et les conseils thématiques rendront compte de leur activité. Ce sera pour la municipalité un moment d'écoute des organes du pouvoir citoyen.

• **Mettre en place un Observatoire de la citoyenneté.** Cet observatoire complète les Conseils de quartier citoyens et les Assises de la ville, et constitue le troisième élément du pouvoir citoyen fait de contrôle citoyen et de démocratie directe. Il sera désigné par tirage au sort pour son collègue majoritaire. Il sera aussi composé de deux collèges associatifs distincts, l'un généraliste et l'autre spécifique composé des associations d'éducation populaire/défense des droits humains/utilité publique.

• **Référendum d'Initiative Citoyenne.** Le Référendum d'Initiative Citoyenne cher aux Gilets Jaunes reprend l'idée plus ancienne du Référendum d'Initiative Populaire, en l'associant de manière générale aux assemblées, aux forums et au tirage au sort. Il s'agit d'une initiative par le bas, venant non pas de la mairie mais de la population résidente à partir de 16 ans, au-delà donc des citoyennes et des citoyens, à partir d'un seuil de la population (5%). Il peut porter sur tous les sujets et projets locaux (et pas sur des sujets nationaux) dans le cadre de la législation.

D/ LES LIEUX POUR L'EXERCICE D'UNE DÉMOCRATIE ACTIVE ET UNE PRATIQUE NOUVELLE

• **Maisons citoyennes de quartier.** La mise en place d'une véritable démocratie active s'accompagne de la création de lieux pour rendre possible cette réappropriation citoyenne . Avec des moyens dégagés pour en permettre le fonctionnement, ces Maisons citoyennes de quartier, sièges des conseils Citoyens de quartier, seront aussi des lieux dédiés au soutien au mouvement associatif, dans le respect de l'indépendance des associations, mais aussi les groupes citoyens, les collectifs d'organisations citoyennes, les associations de fait. Le lieu aussi pour réunir le comité des résidents des HLM que nous souhaitons mettre en place.

• **Mise à disposition des locaux pour les syndicats et les associations de chômeuses et de chômeurs.** Cette proposition vaut pour l'ensemble des organisations syndicales de salarié-es (et pas seulement les cinq centrales représentatives) et des associations de chômeuses et de chômeurs. Le soutien à la demande de la CGT de réintégrer l'Aigle d'Or place St François est réaffirmé.

• **Charte de ViVA! pour une éthique municipale à Nice.** Nous aimons Nice, mais souvent nous avons honte pour notre ville. Celle-ci traîne l'héritage pesant du médecinisme : clientélisme, corruption, discrimination, non respect des libertés individuelles et des droits fondamentaux, perte totale de valeurs et de priorités d'actions. Depuis plusieurs décennies, souvent, les politiques menées à Nice ont été marquées par un manque d'éthique. La liste ViVA! a présenté ici quinze engagements permettant, a minima, de restaurer une véritable éthique municipale à Nice.

• **Une autre gouvernance dans les Régies Municipales.** Des Régies importantes dépendent de la ville ou de la Métropole. Outils privilégiés pour développer les services publics et répondre aux besoins des usagers, la gouvernance des Régies doit être sérieusement améliorée. Les couacs lors de la mise en œuvre du nouveau plan de circulation des bus sont l'illustration de la déconnexion entre l'exécutif et ses représentants dans les Conseils d'Administration des Régies et les usagers. Nous souhaitons renforcer considérablement la parole des usagers dans les CA des Régies municipales.

POUR UNE AUTRE CONCEPTION DE LA MÉTROPOLE

Aujourd'hui, l'immense majorité des décisions concernant la commune ne sont pas prises au Conseil municipal mais à la métropole. Le conseil municipal se contentant souvent d'entériner des choix déjà actés. Et cela se fait souvent dans de le huis clos d'instances tel que l'assemblée des maires ou le bureau Métropolitain. Nous voulons en finir avec ce manque de transparence et associer les habitant·es de la Métropole aux choix les concernant. C'est le sens de nos propositions :

1. Informer

C'est un des manques majeurs car en dehors de la presse écrite locale, aucune information n'est disponible sur la Métropole. La création d'un site interactif, destiné à tou·tes les habitant·es de la Métropole et entretenant un échange avec les « forces vives » (associations, syndicats, etc.) est une nécessité. Il s'agit là, ni plus ni moins, que de commencer à forger une opinion et une conscience communes métropolitaines.

2. Transparence

La fin des huis clos de certaines instances de la Métropole à l'image du Bureau métropolitain.

3. Participer

La constitution de plusieurs groupes de travail thématiques (urbanisme, logement, transport, développement économique, environnement, etc.) constitués de manière pluraliste, ouverts à l'expertise citoyenne portée par le mouvement associatif et syndical, ouverts également à une présence citoyenne désignée par tirage au sort, permettrait d'éclairer l'activité des élu·es. Les premiers seraient en charge de présenter des analyses des propositions métropolitaines. Les seconds pourraient être à géométrie variable, mais s'appuyant sur des collectifs déjà constitués et prépareraient les prises de positions en conseil ou lors du conseil.

4. Proposer une alternative métropolitaine

Avec l'élaboration d'un projet métropolitain alternatif à mettre en débat dans la population, avec une participation de citoyennes et de citoyens de l'ensemble des communes de la Métropole. Pour associer la population, des conférences de consensus locales, avec des participant·es désigné·es par tirage au sort seront mises en place.

5. Pour un Forum métropolitain de la démocratie

En tant qu'élu·es d'un rassemblement citoyen soutenu par quatre forces politiques de gauche et écologistes, les élu·es ViVA! proposeront la création d'un Forum métropolitain de la démocratie, ouvert à l'ensemble des élu·es de la métropole intéressé·es ainsi qu'aux élu·es des communes de la métropole se réclamant d'une démarche citoyenne, de la gauche et de l'écologie. Ce forum aurait comme priorité l'échange et le dialogue entre toutes et tous, avec la perspective de construction de propositions communes à l'échelle de la métropole.